

**Convention collective nationale**  
**RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**  
**(Accord du 14 mars 1947)**  
**(15 juin 1983)**

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,  
*Journal officiel* du 13 mai 1987)

**AVENANT N° A-269 DU 4 DÉCEMBRE 2012**  
**MODIFIANT LA CONVENTION**  
NOR : ASET1251492M

Les organisations soussignées conviennent que la liste des signataires précédant le texte de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 est complétée comme suit :

« Signataires de la convention collective nationale du 14 mars 1947 :

Le mouvement des entreprises de France (MEDEF) ;

La confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ;

L'union professionnelle artisanale (UPA),

D'une part, et

La confédération française de l'encadrement CFE-CGC ;

L'union des cadres et ingénieurs de la CGT-FO (FO cadres) ;

L'union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT cadres ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et assimilés (UGICA) CFTC ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) CGT,

D'autre part. »

L'article 1<sup>er</sup> de la convention (1<sup>er</sup> alinéa) est complété comme suit :

« Le mouvement des entreprises de France (MEDEF), la confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), l'union professionnelle artisanale (UPA) et les organisations syndicales ci-dessus désignées... ».

Le reste de l'article est sans changement.

L'article 2 de la convention (1<sup>er</sup> alinéa) est complété comme suit :

« Les entreprises membres d'une organisation adhérente au MEDEF ou à la CGPME ou à l'UPA, ainsi que les entreprises auxquelles la présente convention a été rendue applicable en vertu d'arrêtés d'extension ou d'élargissement <sup>(1)</sup>, doivent ... ».

Le reste est sans changement.

A l'article 8, dans le paragraphe 4, au deuxième alinéa, la dénomination « UGRC » est remplacée par « AG2R retraite AGIRC ».

Les dispositions de l'article 14 sont supprimées.

A l'article 15, dans le A du chapitre I<sup>er</sup>, relatif à la composition et au fonctionnement de la commission paritaire, le premier alinéa est désormais libellé comme suit :

« Pour l'accomplissement des fonctions visées ci-dessus, la commission paritaire est composée de deux représentants de chacune des organisations syndicales de cadres, signataires de la convention, et d'un nombre égal de représentants de la délégation des employeurs, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA <sup>(1)</sup>. »

Dans le renvoi <sup>(1)</sup>, les quatrième et septième alinéas sont désormais libellés comme suit : « un nombre égal de représentants de la délégation des employeurs, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA ; ».

Dans le A du chapitre II, relatif à la composition et au fonctionnement de la commission paritaire chargée de l'approbation des comptes, le premier alinéa est désormais libellé comme suit :

« Pour accomplir les tâches visées aux trois précédents alinéas, la commission paritaire, qui se réunit une fois par an, est composée de quatre représentants titulaires et de deux suppléants pour chacune des organisations syndicales de cadres, signataires de la convention, et d'un nombre égal de représentants des employeurs, titulaires et suppléants, désignés par le MEDEF conjointement avec la CGPME et l'UPA. »

Le reste de l'article est sans changement.

Fait à Paris, le 4 décembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

CGPME ;

MEDEF.

**Syndicats de salariés :**

CFE-CGC ;

UGICT CGT ;

CFTC cadres ;

CFDT cadres ;

CGT-FO cadres.